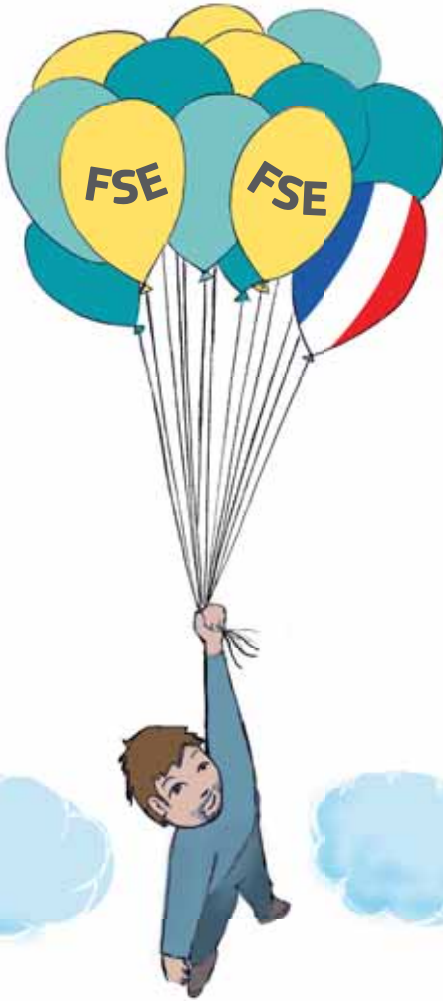




Commission
européenne



LA FRANCE

ET LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN

La France bénéficie de 5,4 milliards d'euros du FSE pour mettre en œuvre des actions en faveur de l'emploi et de la formation pour la métropole et les Départements d'Outre-Mer. L'aide du FSE lui permet aussi de lutter contre les inégalités et d'aider les entreprises à s'adapter à l'évolution économique. Ces axes sont prioritaires pour favoriser la croissance et renforcer la compétitivité de la France sur la scène internationale.

CRÉER DES EMPLOIS ET AIDER LES JEUNES, UN DÉFI POUR LA FRANCE

L'emploi est l'un des principaux défis auquel la France doit faire face. Les jeunes de moins de 25 ans, les personnes ayant peu ou pas de qualification et celles d'origine étrangère sont les plus fortement touchés par le chômage. En outre, celui-ci progresse au sein de catégories relativement préservées jusque là, en particulier les cadres et les travailleurs les plus qualifiés mais aussi les personnes qui ont dépassé l'âge de 50 ans. Depuis 2009, le taux de chômage national se maintient au-dessus de 9% tandis que le taux de chômage de longue durée est en augmentation. Cette situation explique le fait qu'une large majorité (58%) des bénéficiaires d'actions financées par le FSE sont des personnes privées d'emploi. En particulier, le faible taux d'emploi des moins de 25 ans est un frein à la croissance. C'est pourquoi la France est très attentive aux jeunes sans qualification et sans diplôme. Ainsi, les jeunes représentent-ils 44% du public bénéficiaire du FSE. Au problème du chômage s'ajoute celui de la précarité professionnelle, qui gagne du terrain. Bien qu'encore minoritaires, les contrats à durée déterminée ainsi que les contrats de type Intérim et

apprentissage se multiplient, surtout parmi les plus jeunes. Au-delà de la seule question de l'emploi, la France doit également relever le défi de l'insertion

des personnes en difficulté, qu'elles soient jeunes et sans qualification, âgées et sans travail, d'origine étrangère ou en situation de handicap. Enfin, les entreprises ont elles aussi besoin de soutien pour s'adapter aux évolutions économiques. N'oublions pas qu'elles sont les principales créatrices d'emplois.

Dépenses du FSE en France

Chaque Etat membre gère les fonds du FSE en fonction des défis auxquels il est confronté. Pour la période 2007-2013, les dotations du FSE s'élèvent à 5,4 milliards d'euros auquel s'ajoutent des cofinancements nationaux et privés de plus de 4,8 milliards d'euros. Cela porte les dépenses effectuées au titre du FSE à plus de 10 milliards d'euros au total. La mise en œuvre du FSE s'effectue dans le cadre du programme opérationnel « Compétitivité régionale et emploi ». Les quatre Départements d'Outre-Mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) disposent d'une somme globale de 900 millions d'euros et de leurs propres programmes opérationnels.

“Un taux d'emploi de 70% pour les femmes d'ici à 2020”



ENTREPRENARIAT
MISE EN
RESEAUX

LES PRIORITÉS DU FSE EN FRANCE

S'adapter aux mutations économiques

La France utilise une partie des fonds du FSE pour aider les entreprises et les travailleurs à s'adapter aux changements incessants de la vie économique. Les projets financés par le FSE visent à favoriser l'accès à la formation professionnelle tout au long de la vie, à encourager la formation en alternance pour les jeunes et à améliorer l'employabilité des travailleurs plus âgés. C'est ainsi que des pêcheurs de l'île de La Réunion ont eu l'opportunité de se professionnaliser, en suivant des cours portant sur les réglementations ou la gestion durable des pêches. La transmission d'entreprise est un autre exemple des programmes que peut soutenir le FSE. Grâce au FSE, plus de mille salariés de TPE (très petite entreprise) ont ainsi pu acquérir les compétences nécessaires pour reprendre leur entreprise tandis qu'en parallèle, les dirigeants ont appris à transférer leurs savoir-faire à leurs successeurs.

Retrouver un emploi

Les fonds du FSE servent aussi à lutter contre le chômage, en particulier le chômage de longue durée. A cet effet, la France a défini deux objectifs: augmenter l'efficacité des services publics de l'emploi et encourager les mesures destinées à faciliter le retour des personnes sur le marché du travail.

“Réduire le taux de décrochage scolaire à 9.5 %”

Les dispositifs financés par le FSE peuvent prendre des formes originales, comme aider les jeunes mamans à accéder à des solutions de garde pour qu'elles puissent ensuite retrouver un emploi. Ou encore, soutenir des formations de reconversion pour d'anciens travailleurs issus de secteurs touchés par la crise.

Vers une meilleure cohésion sociale

Le FSE a aussi pour but de renforcer la cohésion sociale et de lutter contre les discriminations. La France veut ainsi favoriser le retour à l'emploi des personnes en marge du marché du travail. Mise en place de tutorats, de conseils, de formations, approches ciblées géographiquement pour les habitants des zones urbaines sensibles, tous les moyens sont bons. Dans le Nord-Pas-de-Calais, une Maison de l'emploi a eu l'idée de faire parrainer des jeunes exclus du marché du travail, par des professionnels plus âgés ou à la retraite. Grâce à leurs "parrains", les jeunes gens ont été guidés dans leur recherche d'emploi et ils ont continué à bénéficier de conseils après qu'ils aient été recrutés. Un autre volet de l'action du FSE consiste à combattre la discrimination raciale à l'embauche ainsi que dans le travail.

LE FSE EN FRANCE: QUELQUES EXEMPLES

Créer son entreprise

Pour développer une très petite entreprise, mieux vaut avoir des compétences multiples. En Bourgogne, le FSE a aidé des hommes et des femmes qui souhaitaient créer ou reprendre une micro-entreprise. Pour cela, le FSE a financé à hauteur de 37% un projet piloté par un incubateur de Saône-et-Loire, associé à un organisme de micro-crédit et au réseau des boutiques de gestion. Mille personnes ont reçu un soutien, plus de 350 activités ont pu être lancées ou reprises et 47 entreprises ont bénéficié d'un micro-crédit.

Intégrer un emploi durable

En Picardie, l'association Aisne Action Emploi favorise le recrutement et le maintien durable de salariés en entreprise. Cette initiative soutenue par le FSE et le Conseil Général vise les chômeurs de longue durée et les personnes en situation d'exclusion. Le principe consiste à identifier les besoins en recrutement des entreprises, à leur proposer des candidats et à accompagner les nouveaux salariés tout au long de leur période d'essai afin qu'ils demeurent dans leur emploi. Cette action a permis d'aider plus de 300 personnes.

Vous souhaitez... ?

- ... en savoir plus sur le FSE en France?
- ... comprendre comment fonctionne le FSE?
- ... visionner des témoignages sur le FSE?

Consultez le site du FSE : :
<http://ec.europa.eu/esf/france>

